

Luttes Sociales

Union
syndicale
Solidaires

Feuille d'information
de la délégation SUD-Rail au
Comité d'Etablissement Régional

du 26 février 2009

EFFIA: Travailleurs du rail « low coast »...

19 MARS: MOBILISATION GENERALE

Le « sommet social » déclenché par la journée de grève et de manifestations du 29 janvier dernier est loin d'avoir répondu aux attentes des salariés, chômeurs et retraités qui sont descendus massivement dans la rue.

Les annonces faites montrent que le gouvernement n'est pas prêt à changer de logique économique et sociale. Ainsi les 14 milliards d'euros du paquet fiscal, qui profitent essentiellement aux plus riches, ne sont pas remis en cause. Le gouvernement s'entête à vouloir favoriser les heures supplémentaires alors même que le chômage se développe. Il refuse de revenir sur les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.

L'indemnisation du chômage partiel, qui passerait à 75% du salaire brut, reste très insuffisante : la grande majorité des salariés concernés continueront à perdre 200 à 300 euros par mois sur des salaires au Smic ou juste au dessus !

Le non-paiement de deux tiers provisionnels pour les contribuables imposables dans la première tranche de l'impôt sur le revenu, laisse de côté les 17 millions de foyers fiscaux qui n'y sont pas assujettis.

Cela correspondrait en moyenne à une prime exceptionnelle de 200 euros. Le coût budgétaire serait au maximum de 800 millions d'euros, somme à mettre en rapport avec les huit milliards de cadeau au patronat avec la suppression partielle de la taxe professionnelle. Fondamentalement donc, aucune réponse n'est donnée à la question centrale du pouvoir d'achat des salariés, chômeurs et retraités.

Les autres mesures annoncées comme le versement de primes exceptionnelles (500 euros pour certains chômeurs, 150 euros pour les familles les plus modestes, chèques emplois-services pour d'autres et certaines personnes âgées...) ne répondent pas plus à la nécessité de relancer l'économie en priorisant la demande.

Nicolas Sarkozy a aussi multiplié les annonces de soit-disante « concertation sociale » sur différents sujets dans les mois à venir : il

veut noyer le poisson et gagner du temps face à la colère et au sentiment d'injustice qui se développent dans tout le pays !

Le gouvernement décuple les cadeaux aux entreprises sans la moindre contrepartie pour les salariés, comme le montrent les aides aux entreprises automobiles qui ont annoncé des milliers de suppressions d'emplois ou les aides aux banques qui, malgré la manne de milliards déversée sur elles, n'ont pas changé de comportement. L'annonce d'une baisse de huit milliards d'euros de la taxe professionnelle confirme que le gouvernement et Zarko ne sont pas avares de mesures favorables pour le patronat.



Par contre, ce sont des miettes qui sont réservées aux salariés, aux chômeurs, aux précaires et retraités : 2,6 milliards d'euros pour solde de tout compte, soit sept fois moins que le montant du paquet fiscal et sans commune mesure avec ce qui a été accordé aux banques (360 milliards d'euros).

Alors qu'en 2008, les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 54 milliards d'euros à leurs actionnaires, la question du partage de la richesse produite n'a obtenu aucune réponse gouvernement et patronat refusent toujours toute augmentation du SMIC, des salaires, des retraites et des minima sociaux.

Réunies le 23 février, les organisations syndicales Solidaires, CFTC, CFDT, CFE-CGC, CGT, FO, FSU et UNSA ont décidé de poursuivre la mobilisation en appelant le 19 mars prochain à une journée de grèves et des manifestations interprofessionnelle dans tout le pays.

DOM-TOM: GREVE GENERALE

Dans le même temps, nos camarades de la Guadeloupe, de la Réunion, de la Guyane et de la Martinique sont eux en grève générale contre la vie chère.

A l'appel de 49 organisations dont l'ensemble des organisations syndicales de Guadeloupe, une grève générale a commencé le 20 janvier. Ce conflit prend appui sur la lutte contre la vie chère, pour la baisse du prix du carburant, pour l'augmentation immédiate le 200 € des bas salaires... mais il va bien au delà.

Le LKP rassemble le front de toutes les organisations syndicales représentatives et de la majorité des forces politiques et associatives identitaires de l'île : cette large mobilisation culturelle et sociale fait que le patronat et ses organisations, les autorités territoriales et l'État sont confrontés à tout un peuple uni.

Après avoir fait la sourde oreille, envoyé son secrétaire d'État à l'outre mer faire semblant de négocier, joué la montre et la division du mouvement, des tabassages et des interpellations ont lieu. Des renforts de gendarmes mobiles ont également débarqué et dans la nuit du 17 au 18 février, **un syndicaliste a été tué par balles dans des circonstances encore imprécises.**

SUD RAIL et l'union syndicale Solidaires apportent tout son soutien aux grévistes. Nous disons que nos camarades nous montrent l'exemple à suivre, l'exemple d'une lutte unitaire et déterminée face au gouvernement et au patronat.

Sud
Rail

Syndicat des travailleurs du rail
Solidaires, Unitaires, Démocratiques
de Paris Sud Est
40 allée de Bercy - 75012 Paris
Tel : 09 50 25 20 69 (510 738)
Fax : 01 43 07 62 55 (510 726)
Mail : sudrailpse@free.fr
www.sudrail.fr

Les travailleurs du rail sont en grève.

Les agents d'EFFIA (filiale 100% SNCF), auto désignés « travailleurs du rail low coast », utilisés par la SNCF comme variable d'ajustement, sont sous payés pour occuper des emplois tenus il y a quelques temps par des cheminots. Ils sont en grève pour l'augmentation des salaires, l'emploi, les conditions de travail, mais aussi l'attribution d'une carte de circulation SNCF... Au lieu d'intervenir auprès de la direction d'EFFIA pour sortir le plus rapidement du conflit, la direction de la SNCF à adopter une attitude scandaleuse de pourrissement et de provocation qui a conduit à des actes graves.

Le dimanche 15 février dernier, un de nos collègues d'Effia de la gare de Lyon a été transporté à l'hôpital Saint Antoine après avoir été violemment percuté volontairement par un chariot automoteur conduit par un dirigeant SNCF de la gare.

Notre collègue d'Effia souffre notamment d'une fracture du pied, qui lui a valu 10 jours d'interruption temporaire de travail. Une plainte a été déposée par l'agent.

Depuis le début de cette journée, des dirigeants de la SNCF et d'Effia multipliaient les provocations contre les grévistes, tentant de briser la grève jusqu'à cette agression commise par un dirigeant SNCF... qui est par ailleurs président du CHSCT A de l'EEV de la gare de Lyon !

Mais ce n'est pas tout. Aujourd'hui, la direction SNCF utilise la bonne vieille méthode de l'agresseur agressé, et tente de faire croire que se sont les grévistes qui auraient été les auteurs de violences. Nous vous avons immédiatement demandé de recevoir une délégation en audience... demande que vous avez refusé ! Nous avons déjà eu l'occasion de dénoncer les méthodes de management de plus en plus agressives qui poussent à des

Délégation au Comité d'Établissement Régional S.N.C.F. Paris Sud Est

Jean Jacques Guionnet

Traction
E.M.T. Villeneuve - Laroche

Sébastien Noris

Matériel
E.I.M. T.G.V. Paris Sud Est

Laurent Dufournaud

Traction
E.T. Paris Sud Est

Thierry Huvé

Commercial - Voyageurs
E.E.V. Paris Gare de Lyon

Sébastien Chatillon

Commercial - Voyageurs
E.E.T. Melun

Evelyne Nouailhetas

Commercial - Trains
E.C.T. Paris Sud-Est

Véronique Joly

Administratif RH
E.M.T. Villeneuve Laroche

Xavier Ivens

Transport - Mouvement
E.E.F. S.E.P.

Anne Bennot

Administratif RH
EVEN Villeneuve

Franck Guyot

Transport - Mouvement
E.E.F. S.E.P.

Représentant Syndical

Guy Rymarczyk

Cot
Division de Région

L'intégralité des dossiers et déclarations sont disponibles auprès des militants SUD-Rail

dérives inadmissibles. Aujourd'hui, nous avons malheureusement la preuve que nos craintes étaient fondées.

Dans le secteur du nettoyage, les agents Challancin des gares de Hausman et Magenta sont eux aussi en grève et réclament une augmentation de salaire. Après plusieurs jours de grève, la direction de Challancin à consenti à négocier pour proposer... 6 cts d'augmentation brut par jour ! Un scandale !

A SUD RAIL, nous disons que la SNCF est directement responsable de ces situations, d'autant plus que dans le cas d'EFFIA, rappelons-le, ce conflit concerne une filiale appartenant à 100 % à la SNCF.

Nous continuerons de lutter aux côtés de tous les travailleurs du rail et en la matière, notre revendication principale reste l'intégration de tous ces salariés au Statut de Cheminot.

AGRESSIONS:

Concernant les méthodes de management agressif, nous revenons sur l'affaire concernant le collègue de l'EVEN LGV qui avait subi une grave agression physique. Depuis, une DCI et un préavis ont eu lieu, mais la direction s'acharne sur cet agent qui s'est vu remettre une demande d'explication alors que son agresseur a de nouveau sévi récemment, en dévastant des vestiaires. **La direction locale et régionale ont une lourde part de responsabilité en laissant se dégrader la situation. Nous exigeons que vous mettiez un terme à cette situation.**

Concernant les ADC qui ont été à maintes reprises injustement stigmatisés par la direction, nous souhaitons revenir sur l'agression survenue dimanche 15 février à un agent de conduite de l'ET Paris, en gare souterraine de Paris gare de Lyon. Confrontée à la gravité de la situation et mise devant ses responsabilités quand aux mesures de sûreté réclamées depuis des mois notamment par SUD-Rail, la direction a déclenché une réunion de crise dans l'après-midi. Et le lendemain se tenait un CHSCT extraordinaire à l'ET Paris. Nos camarades de SUD-Rail au CHSCT ont donc réussi à faire acter des mesures pérennes. SUD-Rail restera très vigilant quant à l'application des décisions prises. Nous avons encore récemment pointé en CER l'absence de REX (retours d'expérience) agressions depuis 3 ans sur l'ET Paris et le manque de formations, points pourtant inscrits dans l'accord régional agressions. La direction doit également respecter ses engagements !

Devant la recrudescence des agressions physiques et verbales (+ 6% d'agressions en 2008 au niveau national et +10% en IDF), et pour remplir à bien nos missions de service public, SUD-Rail réclame des moyens supplémentaires en terme de présence humaine. Et les mesures annoncées par la direction vendredi 20 février

restent insuffisantes.

NOTATIONS:

La directrice de Région considère-t-elle qu'il est normal que la direction d'un établissement remette aux délégué-e-s de commission des propositions qui font apparaître 20 vetos pour 41 agents susceptibles d'avoir une position dans le contingent dit prioritaire ? Ou bien, comme SUD-Rail dénonce-t-il à travers cette pratique une très grave remise en cause du chapitre 6 du Statut, qui revient dans les faits à nier l'existence d'un contingent de notation à l'ancienneté pour le seul avancement où il existe statutairement, celui en position ? Une OMS ne doit exister que pour des faits graves, ayant entraîné l'ouverture d'un dossier disciplinaire, pas pour le port d'un badge mal positionné ou une divergence de caisses de quelques centimes. Les agents commerciaux de l'EEV vous demandent d'intervenir pour revenir à une situation « normale » sur cet établissement avant que climat déjà tendu ne devienne conflictuel.

A SUD RAIL, nous continuerons de proposer à tous les travailleurs du RAIL un syndicat de lutte, aux côtés des salariés, et sans relâche, avec force et détermination, nous continuerons de défendre l'emploi au statut pour toutes et tous, l'augmentation uniforme des salaires pour tous et l'amélioration des conditions de travail.

Les salariés d'EFFIA

Lors de la séance plénière, une délégation d'Effia est venue interpeller la directrice de région pour l'informer de ses légitimes revendications.

Les agents d'EFFIA revendiquent leur intégration au sein de la sncf (ils assument des missions de service public qui auparavant étaient réalisées par des cheminots), des augmentations de salaire (la plupart touche moins de 1000 euros par mois) et l'amélioration de leurs conditions de travail.

La directrice de région a comme à son habitude, dégage en touche, renvoyant la responsabilité de ce conflit sur la direction Effia. C'est ce que la Direction Effia fait également depuis le début en renvoyant les grévistes devant la SNCF. Pourtant c'est bien la SNCF qui est donneuse d'ordres.

Si elle n'intervient pas rapidement auprès d'Effia pour trouver une issue positive à ce conflit, la direction portera l'entière responsabilité d'un accueil dégradé des voyageurs ...

La délégation SUD-Rail suivie par toutes les autres OS, a quitté la séance en soutien au personnel d'Effia en grève.